



Les retraité·es dans la rue

le 24 octobre

On ne lâche rien !

RETRAITÉ·ES, A L'OFFENSIVE pour la revalorisation DE NOS PENSIONS

Sur les 12 derniers mois, selon l'indice Insee, la moyenne de l'inflation est en augmentation de l'ordre de 5,8 à 6 %. Mois après mois, le décalage entre le montant de nos pensions et les prix s'accroît. De plus, l'indice Insee n'est pas représentatif des dépenses réelles de la grande majorité des retraité·es. Compte-tenu des pertes cumulées depuis le 1^{er} janvier 2017, nos pensions de retraite, de base et complémentaires, ont perdu environ 10 % et le décalage est encore supérieur par rapport au Smic ou au salaire mensuel de base. Afin de remettre à niveau les pensions de retraite par rapport au 1^{er} janvier 2017, c'est une revalorisation de 10 % qui est nécessaire au 1^{er} juillet 2023. Et ce ne sera qu'un acompte sur la revalorisation de 300 € mensuels que nous revendiquons avec la perspective de porter les pensions, pour une carrière complète, au niveau du Smic revendiqué par la CGT, soit 2 000 € bruts.

Pour notre pouvoir d'achat

Face à l'inflation entre 5 et 7 %, à la hausse des prix alimentaires + 20 %, hausse du gaz, des mutuelles des assurances. Cette situation rend de plus en plus pauvres les retraité·es.

Face aux mobilisations, gouvernement et patronat reculent... L'annonce du gouvernement d'augmenter à hauteur de 5,2 % la pension de base, c'est largement insuffisant au regard des pertes cumulées.

Exigeons l'augmentation immédiate de 10 % des pensions et de 300 € pour les pensions en dessous du SMIC du régime des fonctionnaires et du régime général.

C'est 10 % qu'il nous faut !

L'essentiel des pseudo-experts estimeront certainement que c'est impossible à financer. Une revalorisation de 10 %, c'est, annuellement, de l'ordre de 14 à 15 milliards pour la CNAV, 5 milliards pour les régimes de fonctionnaires et 8 milliards pour l'Agirc-Arrco et l'IRCANTEC, soit bien moins que les dépenses militaires annuelles ou que les exonérations de cotisations sociales. De plus, ces augmentations entraîneraient des rentrées fiscales et sociales supplémentaires.

Pour nos services publics

Que ce soient des retraité·es, des actif·ves, des jeunes, il faut revenir à des services publics de qualité avec des salarié·es formé·es et bien rémunéré·es en ruralité et en zone urbaine.

Chacune et chacun d'entre nous peut mesurer que la fermeture d'un service d'impôt, de poste...crée un peu plus l'isolement des plus âgé·es dans sa commune, dans son quartier. Tout démontre dans la vie de tous les jours que le besoin de service public est un besoin essentiel.

Pour notre santé

Actuellement nous connaissons une pénurie de médecins sans précédent que ce soit en ruralité ou en zone urbaine.

16 millions de personnes renoncent chaque année à des soins par manque de médecin, c'est une situation catastrophique. La situation est grave ! Il convient de passer du discours aux actes.

Face à cette situation la CGT propose d'avoir des centres de santé publics.

Pour nos droits

Exigeons un bulletin de pension tous les mois, papier ou dématérialisé, c'est un document indispensable pour bien connaître le montant de sa pension brute.

S'agissant plus particulièrement de la Fonction publique de l'Etat, l'urgence est notamment à :

- La revalorisation des retraites et des pensions,
- le rétablissement et l'amélioration des politiques interministérielle et ministérielles d'action sociale pour l'ensemble des retraités,
- des droits au titre de la protection sociale complémentaire en santé et en prévoyance, financés par l'Etat.

L'UFSE CGT appelle les agents retraités et plus largement les personnels de la Fonction publique de l'Etat à se mobiliser avec les 9 organisations de retraité·es le mardi 24 octobre 2023



**MOBILISONS-NOUS RETRAITÉ·ES et
ACTIF·VES**

Mardi 24 octobre